

“Nous sommes en situation de guerre”

Pour le chercheur Montasser AlDe'emeh, le climat d'angoisse ne présage rien de bon.

Entretien Jacques Laruelle

Montasser AlDe'emeh est chercheur. Il a étudié le phénomène des jeunes partis en Syrie. Il s'est d'ailleurs rendu sur place. Il a créé le centre de connaissance et de recherches “De weg naar” (“La voie vers”) qui étudie islam et jihad.

Un attentat, par des jeunes de retour de Syrie, a été déjoué. Cela vous surprend-il ?

Non. Il y a une guerre en Syrie, en Irak. De nombreux Belges sont partis en Syrie et ont rejoint des groupes affiliés à l'Etat islamique ou à Al Qaïda. Certains reviennent. Il n'est donc pas surprenant que certains puissent préparer un attentat. Il faut garder à l'esprit qu'un attentat pourrait aussi être commis par quelqu'un qui ne s'est pas rendu en Syrie mais qui a de la sympathie pour l'Etat islamique. Il pourrait aussi y avoir des personnes qui reviennent pour commettre un attentat sur commande. C'est un risque réel.

Mais pourquoi viser la Belgique ?

Nous sommes dans une situation de guerre. La Belgique participe à la coalition et bombarde. Pour l'Etat islamique, la Belgique lui a déclaré la guerre et l'Etat islamique a aussi déclaré la guerre à des pays comme la Belgique.

Mais je ne pense pas que le choix de la

guerre est bon. Il n'y a pas de troupes au sol. On l'a vu au Vietnam, en Afghanistan: cela ne peut réussir. Regardons Kobane:

cela fait cinq mois que l'on essaie de reprendre la ville à l'Etat islamique.

Ceux qui reviennent représentent-ils un danger important ?

Une centaine de combattants sont revenus. Je pense que la toute grande majorité ne sont pas dangereux. Mais pour donner une comparaison: si je devais dormir dans un immeuble avec 100 personnes, sachant qu'un pourrait le faire exploser, je ne dormirais pas. Il est extrêmement difficile de dire lequel pourrait

être dangereux. L'Etat doit prendre des mesures même si l'on ne sait pas où est la menace et qu'il n'y a que 10 personnes dangereuses sur onze millions. Si demain, un attentat est commis et que l'Etat n'a rien fait, on le lui reprochera.

Que faire pour décourager des jeunes de partir et que faire au retour ?

Je pense qu'il faudrait que ceux qui partent sachent ce qui pourrait les attendre au retour. Cela en découragerait. Pour ceux qui rentrent, il faut pouvoir les entendre, en tant qu'être humain. C'est avec de l'humanité que l'on pourra canaliser leur frustration. Je ne crois pas du tout à la “déradicalisation”, pour la simple et bonne raison que l'on n'a pas d'imams suffisamment compétents parlant le français ou le néerlandais.

Pourquoi reviennent ces combattants bel-

ges en Syrie ?

Certains sont dégoûtés. Ils peuvent avoir des regrets et ne pas se retrouver dans les combats entre musulmans. Ils ne veulent plus vivre là-bas. Leur famille peut leur manquer.

L'Etat islamique est-il toujours un pôle d'attraction ?

A mon sens, actuellement, l'Etat islamique ne cherche peut-être pas à attirer les Occidentaux sur le terrain syrien. Le message serait plutôt: "Restez en Europe, vous y serez plus efficaces." Ce qui peut créer une angoisse en Europe. Cela peut

créer un climat détestable de polarisation accrue, exploité par l'extrême droite qui sème la haine envers les musulmans. Et, en réaction, l'Etat islamique peut alors dire à ces musulmans qui se sentent opprimés: "Rejoignez-nous." Extrême droite et Etat islamique sont alliés.

L'attentat déjoué en Belgique concernait des policiers. Pourquoi ?

Ce n'est pas surprenant. Si l'on regarde l'Irak, la Syrie, le Pakistan, le Yémen ou encore l'Afghanistan, des bureaux de police ont souvent été visés. C'est une partie du système d'Etat.

"C'est avec l'humanité que l'on canaliserait la frustration des Retournées de Syrie."